Document généré le 12 oct. 2024 00:04

Nouvelles pratiques sociales

Allocution de clôture au Colloque NPS « L'économie sociale et les services sociaux et de santé : enjeux et perspectives »

Nancy Neamtan

Volume 10, numéro 2, automne 1997

L'organisation du travail dans le réseau de la santé et des services sociaux

URI : https://id.erudit.org/iderudit/301415ar
DOI : https://doi.org/10.7202/301415ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec

ISSN

0843-4468 (imprimé)
1703-9312 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Neamtan, N. (1997). Allocution de clôture au Colloque NPS « L'économie sociale et les services sociaux et de santé : enjeux et perspectives ». *Nouvelles pratiques sociales*, *10*(2), 203–213. https://doi.org/10.7202/301415ar

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université du Québec, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Allocution de clôture au Colloque NPS « L'économie sociale et les services sociaux et de santé : enjeux et perspectives »[1]

Nancy NEAMTAN
Présidente du Chantier de l'économie sociale
Directrice du Réso

Il y a maintenant un an, lors de la Conférence socio-économique du mois de mars 1996, j'ai hérité du dossier de l'économie sociale en acceptant la présidence de cette créature mystérieuse, baptisé le « Chantier de l'économie sociale ». C'était pour moi un héritage inattendu, accepté sous pression, parce que pour assumer ce poste, on disait que cela prenait une femme, issue des milieux sociaux, à l'aise dans le développement économique et présente à la conférence. Disons que les choix étaient limités et cela ne me gêne pas du tout d'admettre que ce grand titre de présidente du Chantier est le fruit d'une série de hasards et d'un geste assez irréfléchi de ma part.

1. Notes de l'allocution de clôture faite par Nancy Neamtan au 3e colloque de la revue *Nouvelles pratiques sociales*, « L'économie sociale et les services sociaux et de santé : enjeux et perspectives », qui a eu lieu le 13 mars 1997, à l'UQAM.

Mais si je n'ai pas réfléchi avant d'accepter ce mandat, en cette journée fatale du mois de mars, j'ai dû longuement réfléchir après, car comme vous le savez, et je crois que les débats d'aujourd'hui en témoignent, l'économie sociale soulève énormément de matières à réflexion. Je dois avouer que même lors de mes réflexions les plus intenses, jamais je n'avais prévu l'ampleur du travail qu'exigerait ce mandat, qu'il souleverait tant d'intérêt, provoquerait tant de débats, mobiliserait tant de monde, serait le sujet de tant de colloques et de conférences...

Pourquoi tant d'intérêt et d'émotions au sujet de l'économie sociale? Quels sont les acquis de la dernière année? Quelles sont les perspectives? Voilà les sujets qu'on m'a demandés d'aborder dans cette conférence de clôture et je tenterai de les développer dans la perspective de continuité de cette grande œuvre collective qu'est l'économie sociale au Québec.

LES ENJEUX

En premier lieu, je voudrais rappeler rapidement les enjeux qui ont entouré les travaux du Chantier. Soulignons d'abord que la création d'un groupe de travail sur l'économie sociale dans le cadre du grand Chantier de l'économie et l'emploi au Sommet nous a placés, nous des milieux sociocommunautaires, dans une situation inhabituelle. Plutôt que d'être à l'extérieur des débats sur le développement économique, spectateurs et spectatrices d'une course ouverte et incontestée vers la concurrence, la compétitivité et la rentabilité financière maximale, on nous a donné un siège autour de la table. Bien sûr, nous arrivions sans grand bagage, sans argent, et contrairement à d'autres assis autour de la même table, inspirés par d'autres valeurs et d'autres notions de rentabilité. Nous étions également soucieux de ne pas faire avancer nos projets ou les faire financer au détriment des programmes sociaux ou des services publics existants. Finalement, nous arrivions à cette table de travail avec un grand souci de transparence, de démocratisation économique, de mobilisation des milieux, en insistant sur le fait que le développement économique, et particulièrement de l'économie sociale, doit être une démarche inclusive, mobilisatrice et non pas une démarche exclusive, réservée à des élites et à des experts.

Mais malgré nos préoccupations, nos idéaux, nos valeurs, nous étions tout de même autour de cette table que nous n'avions pas choisie, que nous n'avions pas construite et où nous n'étions pas non plus en position d'établir nos propres règles du jeu. Nous étions plutôt dans un environnement où il fallait parler de l'économie, de l'économie publique, de l'économie privée, où il fallait tenir compte d'un ensemble de réalités, où il fallait identifier la place qu'on voulait prendre, nous, de l'économie sociale, où il fallait définir

notre vision, nos dossiers, non seulement parmi les initiés et les gens convaincus d'avance, mais dans un environnement des plus hostiles, soit celui des gens très sérieux – de grands banquiers et de grands chefs d'entreprises, de grands chefs syndicaux et de grands hommes d'État, tous ceux qui, selon leur propre vision, font de la « vraie économie ».

Certaines personnes nous ont dit et nous disent encore que dans ce contexte, il aurait fallu ne pas y aller, ne pas embarquer dans leur jeu, ne pas se faire récupérer dans ce grand cirque. Certaines nous disent que peu importe ce qu'on a fait ou ce qu'on a voulu faire, qu'on s'est fait récupérer, qu'on a collaboré avec l'ennemi, qu'on a cautionné le néolibéralisme malgré nos bonnes intentions. C'est un point de vue. Un point de vue que je ne partage pas pour plusieurs raisons, mais surtout pour une raison fondamentale. Je crois qu'en 1997, nous ne pouvons pas, nous ne pouvons plus nous permettre le luxe d'abandonner totalement le terrain de l'économie par crainte de devoir faire des compromis ou de se salir les mains. Si nous ne sommes pas là, il y en a d'autres qui vont occuper l'ensemble du terrain sans problème. Que ce soit dans le domaine du développement des services sociaux ou même de la santé, dans l'exploitation de nos ressources naturelles, dans le domaine de l'environnement ou de la culture, tout est en mouvement, en perpétuel changement sur le plan économique. Nous pouvons y être avec tout ce que cela implique, ou nous pouvons regarder à travers la vitre et voir que nos acquis s'effritent, que nos services publics sont remplacés par des multinationales américaines et françaises, que nos forêts et nos terres échappent totalement à notre contrôle, que notre vie culturelle est avalée par l'industrie de la culture, que l'inforoute se bâtit complètement à côté de nous et, en regardant à travers cette vitre, nous pouvons pleurer.

Après tant d'années passées à tenter d'améliorer les conditions de vie des personnes les plus démunies de la société, je n'ai plus beaucoup de larmes. J'ai surtout le goût d'agir, d'expérimenter, d'essayer. Même au risque de me tromper. Dans le livre *Limites à la compétitivité* du Groupe de Lisbonne, il y a un passage qui résume bien ce que je ressens et ce que, je crois, nous sommes fort nombreux à ressentir. On parle du développement de nouvelles forces de la société civile qui contestent les façons de faire et le rôle critique qu'elles jouent pour favoriser des concepts tels que le développement durable.

« Vues de la Corrèxe », de Cotonou ou du Wyoming, ces élites donnent souvent l'impression de vouloir servir des leçons au reste de la planète. Il arrive aussi qu'elles servent des intérêts spécifiques, ce qui mine leur crédibilité auprès de ceux pour qui le développement durable et la protection de la couche d'ozone sont encore des réalités fort éloignées. Et puis, disons-le franchement, ces élites sont capables d'une certaine arrogance tant elles ont la conviction d'être en possession tranquille de la vérité, qui est en fait leur

vérité. S'il faut saluer et encourager le développement de cette avant-garde civile mondiale, il faut aussi s'assurer qu'il repose sur des bases démocratiques et se réalise dans un esprit d'ouverture. Ce n'est pas de leçons de morale dont la planète a besoin, mais de solutions !

En résumé, comment se fait-il que l'économie sociale soulève tant de débats et d'émotions ? Parce que cela nous force à aller sur un terrain qu'on ne connaît pas beaucoup, un terrain qui nous appartient peu, un terrain où nous avons peu de certitudes, un terrain qui nous fait peur mais aussi un terrain que nous n'avons pas le choix de ne pas occuper si nous aspirons réellement à construire une société meilleure. Voilà ma réponse émotive à ce débat émotif.

LES ACQUIS DES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN ÉCONOMIE SOCIALE

Passons maintenant à la deuxième question, celle qui demande de mesurer les acquis dans les développements récents de ce qu'on appelle « le modèle québécois de l'économie sociale ». Je ne ferai pas ici un inventaire des réalisations concrètes dans ce domaine. Depuis le début de la journée, on a entendu parler d'expériences précises, de l'état de la situation dans le réseau des services sociaux et de santé ainsi que des réflexions du point de vue syndical et communautaire. Plusieurs études universitaires ont tenté de tracer des portraits précis, chiffrés, de l'impact des organismes et entreprises d'économie sociale par région et par secteur.

Mais au-delà des actions qui ont été menées au Québec depuis des décennies, la dernière année a été plutôt une année charnière sur le plan politique. Car l'expérience du Chantier et du Sommet sur l'économie et l'emploi nous a permis de faire plusieurs pas en avant que je vais essayer de résumer rapidement.

L'expérience du Chantier

Premièrement, l'expérience du Chantier nous a permis de mobiliser des centaines de personnes de milieux diversifiés venant de presque toutes les régions du Québec autour d'un projet collectif dans le cadre de ce grand événement médiatisé que fut le Sommet sur l'économie et l'emploi. Ces gens – issus des villes et des campagnes, du mouvement communautaire, du mouvement coopératif, des milieux syndicaux, du mouvement des femmes, des milieux des affaires et institutionnels, et des milieux culturels – ont grandement contribué par la diversité de leurs expériences et de leurs points

de vue à définir et à mettre de l'avant un modèle québécois de l'économie sociale. Pour moi et pour tous les gens qui ont contribué aux travaux, l'expérience du Chantier de l'économie sociale a été une occasion de réaffirmer un engagement de combattre l'exclusion, de combattre cette société à deux vitesses qui menace, qui envahit le Québec, d'exprimer des attentes et des espoirs des populations et des milieux qui connaissent trop bien les réalités du chômage et de l'exclusion, de traduire le dynamisme des collectivités et des groupes qui travaillent depuis des années à faire du développement, autrement.

Pour nous, le Sommet a été, jusqu'à un certain point, un moment de vérité. Car cette expérience nous a forcés à dépasser nos réalités locales ou sectorielles, à dépasser notre liste de revendications et de condamnations et, dans une période de temps très courte, avec des contraintes budgétaires importantes, elle nous a obligés à proposer des projets concrets et des stratégies précises pour l'ensemble du Québec. Il ne s'agissait pas de promettre, d'imaginer ou d'espérer. Il ne s'agissait pas de remettre à nos dirigeants politiques ou à nos appareils gouvernementaux la responsabilité unique de changer les choses ou même de proposer des changements. Il fallait, comme on dit en bon français, « livrer la marchandise ».

Est-ce qu'on a réussi ce moment de vérité ? Même après plus de quatre mois, il est encore trop tôt pour le dire. Nous avons certainement imposé notre présence au Sommet. Nous avons réussi à sortir de l'ombre les réalisations de l'économie sociale, à savoir ce large éventail d'initiatives socio-économiques basées sur la coopération et le secteur sans but lucratif, enracinée dans des valeurs de solidarité et de partage. Nous avons démontré que cette réalité fait partie du paysage socio-économique du Québec depuis cent ans, que les initiatives d'économie sociale ont été le lieu d'émergence de certaines de nos plus grandes réussites collectives et demeurent encore aujourd'hui un lieu d'innovation économique et sociale, porteur d'espoir pour nos collectivités.

Nous avons osé dire, dans un Sommet qui se voulait axé sur la compétitivité et la concurrence, qu'il fallait oser la solidarité. Nous avons osé dire qu'il n'était plus possible de se fier à des recettes déjà éprouvées et à de vieilles façons de faire. Nous avons insisté pour que le Sommet, au moins notre partie du Sommet, soit un moment pour poser des questions autrement, remettre en question certaines certitudes et mobiliser le maximum des forces vives du Québec autour de nouvelles pistes d'actions. Nous avons, pendant la période préparatoire, « brasser la cage », surtout celle de l'appareil gouvernemental, et ailleurs, dans nos propres milieux.

Nous avons également démontré que nous étions des gens concrets, terre à terre, capables de faire des affaires si on nous en donnait la chance.

Nous avons démontré que nous étions capables de faire preuve de rigueur, sans rien enlever aux valeurs qui sont au cœur de l'économie sociale. Pour cette raison, nous avons appuyé et même développé des projets qui comportaient de gros chiffres, soit en termes de création d'emploi ou d'investissement. Nous avons également appuyé de petits projets, parce qu'ils illustraient de nouvelles façons de faire, ou parce qu'ils contribuaient d'une façon significative au développement de la citoyenneté ou de la démocratie.

Dans le domaine de la santé et des services sociaux, les travaux du Chantier ont permis de faire avancer le débat, ou tout au moins de l'élargir, sur le rôle respectif de l'économie sociale et des institutions publiques dans la livraison des services à la population. Le débat est loin d'être clos et la complexité des enjeux nous invite à une grande vigilance ; mais la réalité, telle que nous l'avons vécue au Chantier, nous a imposé aussi la nécessité d'avancer dans l'action. Car l'espace que nous avons occupé dans des dossiers aussi controversés que l'aide domestique, l'hébergement des personnes âgées et la périnatalité était fort convoité par d'autres. Le Chantier nous a permis de débattre et de défendre ouvertement, publiquement, le potentiel de l'économie sociale comme réponse collective à des besoins sociaux au moment où trop de monde prétend que le secteur privé est le mieux équipé pour prendre toute la place, ou pis encore, que le secteur privé est carrément en train d'occuper tout le terrain pendant que nous continuons nos débats. Dans le cadre du Chantier, nous avons pu, nous avons dû dire que la voie de l'économie sociale était une voie que la société québécoise pouvait emprunter pour trouver des éléments de réponse dans les années à venir.

En général, le Sommet a sans aucun doute permis de faire des pas en avant dans la mise en valeur de l'économie sociale. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Si nous avons à notre actif quelques acquis, nous avons encore énormément de travail à faire pour les consolider, pour faire avancer notre action et pour continuer à approfondir notre compréhension et nos pratiques dans ce domaine. C'est pour cette raison qu'à la veille du Sommet, nous avons insisté afin de poursuivre nos travaux. Nous savions qu'en déposant notre plan d'action, nous ne pouvions pas laisser le suivi aux pouvoirs publics, que l'implication et le leadership des acteurs de l'économie sociale étaient essentiels à bien des égards. Essentiels parce que les six mois du Chantier n'ont pas permis d'attacher toutes les ficelles, d'assurer que les porteurs de projets aient tous les éléments en main pour la réalisation de leurs projets. Essentiels parce que l'approche de l'économie sociale vient nécessairement contester des façons de faire de nos institutions gouvernementales et qu'il faut continuer à brasser la cage. Essentiels aussi parce que l'ensemble des enjeux entourant le débat sur l'économie sociale est loin d'être suffisamment clair pour tout le monde et ce débat, qui se doit d'être un débat large et démocratique, doit se poursuivre dans les années à venir, sans que cela nous empêche d'agir.

Concrètement, le mandat qui nous a été confié est le suivant :

1. Assurer le suivi du plan d'action déposé à l'occasion du Sommet.
2. Poursuivre le travail visant la reconnaissance et le développement de l'économie sociale selon le modèle québécois défini dans le rapport du Groupe de travail.
3. S'assurer que les enjeux reliés au développement de l'économie sociale soient pris en compte dans toutes les démarches menées par le gouvernement du Québec touchant la régionalisation, la décentralisation et la dynamique métropolitaine.

Les relais régionaux

Pour ce faire, nous avons procédé à la création d'un Comité d'orientation, composé de représentants des divers réseaux d'économie sociale, à la constitution d'une petite équipe de permanents qui suit l'ensemble des divers projets en cours et assure les liens avec les régions et les réseaux et, prochainement, nous entreprendrons la création de relais régionaux composés des acteurs principaux de l'économie sociale sur le plan régional. Ces relais régionaux viendront remplacer les Comités régionaux d'économie sociale, les CRES, comme nous le recommandons dans notre rapport. Ces nouveaux CRES seront composés des acteurs de l'économie sociale venant des milieux communautaires, coopératif, du développement local et du mouvement des femmes. Les syndicats intéressés par le développement de l'économie sociale seront invités à s'y associer. Ces comités régionaux deviendront un lieu de concertation et de développement de l'économie sociale dans la région. Ces nouveaux CRES veilleront également à ce que l'économie sociale soit bien représentée et défendue dans les nouvelles structures locales et ils seront un point d'appui pour les personnes qui auront ces mandats de représentations. Ainsi, ces CRES serviront, entre autres, de relais pour le Chantier national, en nous tenant informés de ce qui se passe sur le terrain et en diffusant l'information sur les travaux du Chantier. Un bulletin d'information permettra également au Chantier de continuer à diffuser l'information sur les divers projets en cours.

Sans devenir le seul lieu où le développement de l'économie sociale sera au centre des préoccupations et des actions, le Chantier espère donc jouer, durant les deux prochaines années, un rôle de carrefour entre les divers réseaux qui œuvrent à leur façon à la consolidation et au développement de l'économie sociale au Québec.

PERSPECTIVES GLOBALES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Quelques mots maintenant sur les perspectives globales et plus particulièrement sur celles reliées au domaine de la santé et des services sociaux. Plusieurs grands défis nous attendent dans les années à venir. Il ne s'agit pas nécessairement de nouveaux défis mais compte tenu de l'intérêt et de la nouvelle visibilité de l'économie sociale, il devient urgent que tous ceux et celles qui croient en l'importance de l'économie sociale s'y attaquent avec énergie.

Premièrement, nous avons encore du travail à faire ensemble à clarifier des concepts, à continuer nos débats dans le climat le plus serein et le plus démocratique possible. Car je crois qu'il existe encore beaucoup de confusion dans les concepts et dans la définition des enjeux. À titre d'exemple, j'ai l'impression qu'on débat de l'économie sociale sans comprendre ce qu'est l'économie, à savoir l'ensemble des activités d'une collectivité humaine relatives à la production, à la distribution et à la consommation des richesses. On confond ainsi, à mon avis, des enjeux d'économie et des enjeux de démocratie. Cette confusion mène parfois à s'attendre à ce que l'économie sociale règle l'ensemble des problèmes de notre société et d'être critique à son égard si elle ne porte pas l'ensemble d'un projet de société plus juste que, malheureusement, en tant que collectivité, nous n'avons pas encore réussi à imaginer, à nommer au-delà de certains grands idéaux.

Dans le domaine de la santé et des services sociaux

Encore à titre d'exemple, dans le domaine de la santé et des services sociaux, certains considèrent l'économie sociale comme responsable du désengagement de l'État dans les services publics sans mettre en perspective les montants dont on parle, à savoir, par exemple, que les budgets de soutien aux organismes communautaires dans le domaine de la santé et des services sociaux sont de 130 millions de dollars sur plus de 14 milliards, sans examiner non plus l'impact du secteur privé dans les mêmes domaines. Sans un réalignement des perspectives, il est évident qu'on va continuer à mélanger des concepts et à mal définir les enjeux.

Les défis à venir

Au-delà des débats de concepts et de stratégies, notre plus grand défi est celui de mettre en application l'ensemble de ces concepts et stratégies, de devenir ou de rester proactifs sur le terrain, d'innover, d'expérimenter, d'apprendre de nos erreurs et de recommencer à nouveau.

Pour ce faire, il faut être capable de comprendre nos propres forces et faiblesses en tant que mouvement. Car, sans abandonner nos acquis et nos pratiques, il faut aussi ajouter de nouvelles façons de faire, de nouveaux outils de travail, de nouvelles pratiques et de nouvelles stratégies pour réaliser et réussir nos projets d'économie sociale. On doit sortir de la mentalité de programmes et se mettre dans des modes de développement. Ce changement est peut-être plus facile en théorie qu'en pratique. Car même si on passe notre temps à déplorer et à dénoncer la rigidité des programmes, j'ai parfois l'impression que les gens paniquent un peu quand ils se font dire qu'il n'y a plus de programmes normés et qu'ils ont même tendance à vouloir créer leurs propres programmes. Mais l'objectif, l'esprit, les fondements mêmes de l'économie sociale ne sont pas de créer une bureaucratie parallèle, ou de s'institutionnaliser en créant nos propres normes et rigidités. L'économie sociale doit faire appel à notre créativité, à notre volonté de répondre aux besoins sociaux de nos milieux, à notre adhésion à des valeurs de solidarité et de démocratie, et à notre capacité d'entreprendre. Pour ce faire, on doit apprendre à manipuler un ensemble de nouveaux outils, et particulièrement des outils économiques et financiers, non pas pour rentrer dans le moule mais pour pouvoir les adapter à nos fins et à nos objectifs. Plus que jamais, il va falloir veiller à investir et à renforcer les organisations qui ont comme mandat de soutenir le développement de l'économie sociale et l'entrepreneurship collectif, car ces organismes doivent jouer un rôle stratégique au regard de la formation, de l'assistance technique et de l'accompagnement des projets d'économie sociale.

Dans cette démarche pratique, terrain, nous traverserons des zones grises, surtout dans le domaine de la santé et des services sociaux. Nous vivrons des échecs. Nous rencontrerons des obstacles. Mais c'est sur le terrain, sur les plans local et régional que les prochaines batailles vont se gagner et vont se perdre. Je crois qu'il faut avoir confiance en notre capacité d'avancer – après tout, nos milieux locaux ne sont-ils pas la base, l'essence même des milieux communautaires et coopératifs ?

Un autre défi important nous attend, je crois, et c'est celui de l'évaluation. On se rappelle tous de la Conférence socio-économique du mois de mars quand le gouvernement s'est fixé un objectif sur lequel il n'a pas cessé de baser l'évaluation de toutes ses décisions – l'objectif du déficit zéro. Lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, en octobre 1996, les syndicats ont insisté sur l'importance de fixer des objectifs clairs en ce qui concerne l'emploi et la baisse du taux de chômage. Bien que le gouvernement et les partenaires privés aient refusé de tels objectifs, un consensus s'est dégagé pour fixer des objectifs chiffrables au regard de la création d'emploi, en visant d'atteindre ou de dépasser le taux moyen de création d'emploi au Canada ainsi que des objectifs en ce qui concerne les capitaux investis. Pour les tenants de

l'économie sociale, qui ont plaidé la pertinence de l'économie sociale non pas seulement pour la création d'emplois mais aussi pour la rentabilité sociale, la même question nous a été posée. Comment allez-vous évaluer cette rentabilité sociale ? Il n'y a pas de doute que le défi de l'évaluation est de taille. Comment évaluer l'impact de nos interventions au-delà de la création d'emploi ? Comment mesurer l'effet de mesures préventives en santé et services sociaux ? Comment évaluer les impacts sur la qualité de vie des personnes ? À quel moment pourra-t-on démontrer que l'action auprès de la petite enfance est rentable quand les effets réels seront ressentis seulement dans dix ans ? Les questions sont fort complexes, mais je crois que nous ne pouvons pas reculer devant de tels défis par crainte d'être mal compris ou mal évalués. Heureusement, au Chantier, nous avons déjà eu des offres de collaboration de plusieurs chercheurs parmi les plus chevronnés au Québec, particulièrement dans le domaine de la santé et des services sociaux, et nous espérons pouvoir bâtir des partenariats fort intéressants afin de relever le défi de l'évaluation.

Le dernier défi que je voudrais soulever est celui qui reste peut-être le plus délicat, car il est au cœur même de nos conceptions de démocratie, d'économie et d'équité. Il s'agit du défi de redéfinir en quelque sorte notre vision de l'État moderne, progressiste et de travailler à sa transformation afin de faire progresser l'ensemble de la société québécoise. La Révolution tranquille qui a permis de mettre en place l'État tel qu'on le connaît a été un grand progrès pour la société québécoise. Tout le monde en convient. On a eu droit à la création de services publics importants. On a enlevé l'arbitraire dans l'utilisation des fonds publics. On a mis en place des mécanismes de contrôle pour éliminer la corruption. Pour ce faire, des gens de bonne volonté, inspirés par le désir d'améliorer le sort de la collectivité québécoise ont mis en place de grandes structures étatiques et d'autres ont négocié au nom des travailleurs des conventions collectives leur permettant d'améliorer considérablement leurs conditions de travail et leurs salaires. Ce fut une époque de grande mouvance où fonction publique était synonyme de changement dynamique.

Aujourd'hui, peu de gens ont le réflexe d'identifier la fonction publique et nos appareils d'État, en général, à une grande force de changement dans la société. Trop souvent, ils sont perçus comme un obstacle et je ne parle pas ici des hommes et des femmes qui les composent, mais des mentalités, des cultures, des logiques mêmes sur lesquelles ils fonctionnent. Et ce sont ces logiques qu'il faut transformer.

Mais comment ? La réponse n'est pas simple. Certains mettent tous leurs espoirs dans les structures. Ces temps-ci au Québec, s'il y a une chose dont on discute davantage que de l'économie sociale, ce sont des structures.

Le vocabulaire utilisé semble porteur d'espoir : décentralisation, partenariat, fin des programmes, place aux parcours, aux fonds régionaux et locaux, et j'en passe. Mais qu'on parle de décentralisation, d'économie sociale ou de partenariat, les mêmes questions se posent : Quel sera le rôle de la société civile ? Quel rôle joueront les administrations publiques ? Qui seront les meilleurs prestataires de services ? À quel niveau doit-on gérer ou contrôler ces services ? L'économie sociale se trouve au cœur de ces questionnements. Si l'État doit assumer l'entière responsabilité de répondre à l'ensemble de nos besoins collectifs à l'intérieur de ses propres structures, trop souvent normalisatrices et « contrôlantes », l'économie sociale sert inévitablement à affaiblir l'État. Si l'État doit devenir l'État minimaliste du néolibéralisme, l'économie sociale doit nécessairement épouser les contours du « workfare » ou de la sous-traitance à rabais. Mais si nous croyons, comme je le crois, que les solutions d'avenir passent nécessairement à la fois par une société civile organisée, engagée et en mouvement et par un État dynamique, proactif, branché sur les réalités quotidiennes de sa population, si nous croyons que le renouvellement de la démocratie passe nécessairement par la réappropriation par nos populations, incluant les plus marginalisés, de leur propre développement individuel et collectif, l'économie sociale peut et doit se retrouver au carrefour de ces solutions.

Oui, les débats sur l'économie sociale sont loin d'être finis. Mais pour aujourd'hui, je crois qu'il est effectivement temps de conclure. Le problème, c'est qu'avec l'économie sociale, il n'y a pas encore de conclusions à tirer. Alors je peux simplement vous souhaiter bon travail, bon débat et vous remercier de votre patience !